

L'Inter-réseaux Mémoires-Histoire

L'Inter-réseaux Mémoires-Histoires – créé le 17 octobre 2015 - est composé actuellement de 8 réseaux régionaux mémoires-histoires, eux-mêmes composés d'acteurs associatifs et culturels travaillant sur les questions mémorielles, impulse de nouvelles dynamiques citoyennes par les échanges, la mutualisation des expériences et les collaborations et la mise en partenariat d'initiatives locales. Ce qui représente au total environ 400 associations œuvrant sur ces questions. Tous ces acteurs de la société civile sont en prise permanente avec le terrain. L'inter-réseaux Mémoires-Histoires articule également ses actions aux dynamiques portées par d'autres acteurs ou réseaux d'acteurs dans le monde de l'éducation et de la culture, et en complément des institutions patrimoniales à dimension nationale (MUCEM, Musée du Quai Branly, Musée de l'Immigration, Centre des archives du monde du travail...), ou régionales et locales (le Musée dauphinois à Grenoble, le Musée d'Histoire de Marseille, le Musée d'Aquitaine à Bordeaux...).

Composition actuelle de l'Inter-réseaux

Le Réseau Mémoires-Histoires en Ile-de-France, le Réseau Sociétés Migrantes et ACT en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Réseau des acteurs de l'histoire et de la mémoire de l'im-

migration en Nouvelle-Aquitaine, le Réseau Mémoires Plurielles en Centre/Val de Loire, le réseau Traces Auvergne/Rhône-Alpes, le Réseau culturel du festival Strasbourg-Méditerranée et le Réseau Régional Mémoire et Histoire de l'immigration en Grand Est, l'association ANORDIE-Mémoires, cultures, migrations en Normandie, Tactikollectif et le Réseau d'acteurs de la mémoire en Occitanie...

Le Réseau Mémoires-Histoires en Ile-de-France

L'association Réseau Mémoires-Histoires en Ile-de-France (créé le 22 mars 2010) a pour objet de promouvoir des actions menées par ses membres et des initiatives associatives et citoyennes dans les domaines des questions urbaines et des quartiers populaires, des migrations, du monde du travail et du monde ouvrier en Ile-de-France, en articulant l'approche mémorielle et historique. Il regroupe près de 40 structures associatives et culturelles franciliennes et nationales proposant de nouvelles dynamiques citoyennes par les échanges, la mutualisation des expériences, les collaborations et la mise en partenariat d'initiatives locales. L'existence de ce réseau correspond à une demande sociale, culturelle et éducative forte. De fait, les actions engagées sur les questions mémorielles s'inscrivent dans des dynamiques collectives et globales de lutte contre les discriminations et les inégalités.
contact : memoires.histoires@gmail.com

LA BELLEVILLOISE

• **ADRESSE**
19-21 Rue Boyer
75020 Paris
01 46 36 07 07

• **TRANSPORTS**
Bus 26, 61, 69, 96,
Métro Gambetta (ligne 3)
ou Ménilmontant (ligne 2)

LIEU-DIT

• **ADRESSE**
6 Rue Sorbier
75020 Paris
01 40 33 26 29

• **TRANSPORTS**
Bus 26, 61, 96,
Métro Gambetta (ligne 3)
ou Ménilmontant (ligne 2)



CONTACT

Mohammed Ouaddane
Coordination générale
Inter-Réseaux Mémoires-Histoires
interreseau.memoreshistoires@gmail.com
06 11 29 59 18

RENCONTRE NATIONALE
INTER-RÉSEAUX
MÉMOIRES-HISTOIRES

LE 9 ET 10 DÉCEMBRE 2022
À PARIS



GUERRES D'ALGERIE
ENJEUX DE MÉMOIRE ET D'HISTOIRE
pour une autre politique de la mémoire en France



DR El Hadi YAZI

© DR

GUERRES D'ALGÉRIE

ENJEUX DE MÉMOIRE ET D'HISTOIRE

pour une autre politique de la mémoire en France

9 et 10 DÉCEMBRE 2022 À PARIS

Rencontre proposée par l'Inter-Réseaux Mémoires-Histoires (IRMH), en délégation et partenariat avec le Réseau Mémoires – Histoires en Ile de France.

Comment rendre compte de l'histoire coloniale et postcoloniale - notamment en cette année de commémorations autour des accords d'Évian et des Guerres d'Algérie -. Il s'agit, tout en prenant compte les mobilisations de militants, de collectifs associatifs, d'historiens, de chercheurs et acteurs culturels qui ont lieu depuis plusieurs décennies, d'opérer tout un travail de mémoire et d'histoire critique impulsant des dynamiques collectives de transmission, de médiations éducatives et culturelles et favorisant une possible mise en commun des récits.

Le travail de mémoire et d'histoire critique

est essentiel pour déconstruire les multiples falsifications de l'histoire et notamment celles à l'œuvre dans les discours et l'idéologie raciste et xénophobe de l'extrême droite qui a eu tendance à se diffuser en France depuis l'époque des indépendances. Parallèlement à toute politique publique, les actions citoyennes et les luttes sociales passées et présentes doivent être mobilisées contre la rhétorique florissante de la haine de l'Autre et les multiples assignations dont sont l'objet encore aujourd'hui nos concitoyens héritiers de ce passé colonial.



JOURNÉE 1

VENDREDI 9 DÉCEMBRE

la bellevilloise

10H30 : Accueil

11H00 : PROJECTION
L'indépendance (52 mn. 2022)

• 6ème épisode de la série documentaire « En guerre(s) pour l'Algérie » d'ARTE conçue et réalisée par Raphaëlle Branche et Rafael Lewandowski. La victoire du « oui » au référendum exaspère une partie de l'armée et des Français d'Algérie. Les partisans les plus radicaux de l'Algérie française fondent l'OAS (Organisation Armée Secrète), qui multiplie les attentats et se renforce après l'échec du putsch d'Alger en avril 1961.

Suivi d'une discussion collective

14H00 - 17H00 : TABLE RONDE
Enjeux de mémoire et d'histoire

Modération : Lela Bencharif (Présidente du Réseau Traces, et secrétaire de l'IRMH)

• **Débat autour du rapport Stora (2021) :** éléments de connaissance, zones d'ombre et actualités (suites du rapport Stora - Commission

bilatérale franco-algérienne)

Remis le 20 janvier 2021 au président de la République, le rapport de Benjamin Stora sur les questions mémorielles concernant la colonisation et la guerre d'Algérie a suscité de nombreuses réactions, en France comme en Algérie. Comment partir sur l'écriture d'une « histoire commune » et un travail de reconnaissance, au regard des divergences profondes dans la construction des deux imaginaires nationaux ?

La question de l'accès aux archives reste aussi centrale. Outil du travail de recherche historique, elles doivent échapper au contrôle des deux États. Ces archives sont un patrimoine commun aux citoyens des deux pays.

Une « banalisation-euphémisation du passé colonial » - comme le signalent nombre de commentateurs critiques du rapport Stora - risque d'être à l'antipode d'une vérité historique dont ont besoin les peuples français et algérien. La Commission mixte franco-algérienne annoncée fin août 2022 peut-elle échapper à toute forme d'instrumentalisation idéologique de l'histoire ? Il est important de dépassionner le travail historique sans le désincarner ! Caractériser les faits coloniaux en tant que « crimes contre l'humanité » peut permettre de sortir des logiques de déni, rendant salutaire toute nouvelle politique mémorielle en France.

Intervenants : Tramor Quemeneur (historien),

Olivier Lecour Grandmaison (politologue), Gilles Manceron (historien), Mehdi Lallaoui (réalisateur et écrivain).

Cette table ronde a été organisée avec l'association www.histoirecolonial.net.

JOURNÉE 2

SAMEDI 10 DÉCEMBRE

au lieu-dit



15H00 - 18H : TABLE RONDE
Mémoires et transmissions

Animation : Amandine Chevalier (Approches, Cultures et territoires, Réseau Sociétés migrantes)

• **Les jeunes et la Guerre d'Algérie** – Paul Max Morin (politiste)

La colonisation et la Guerre d'Algérie ont laissé des traces nombreuses et profondes dans la société française. 39% des jeunes Français ont un lien familial avec cette histoire. Pour eux, l'Algérie est un héritage intime. Beaucoup de jeunes interrogent ces traces pour comprendre leurs origines, leur identité mais aussi la société française actuelle. Une enquête auprès de 3.000 jeunes âgés de 18 à 25 ans, petits-enfants d'appelés, de pieds-noirs, de harkis, de Juifs d'Algérie, de militants au FLN ou à l'OAS, permettant de faire le constat de ce que cette génération sait et retient de la colo-

nisation et de la guerre d'Algérie, de ce qui a été transmis dans les familles et de la façon dont elle interprète et utilise les traces de cette histoire.

Plus généralement, cette recherche interroge le rôle de la mémoire collective sur la construction identitaire et la socialisation politique des jeunes. Elle permet de repérer les tensions politiques et identitaires héritées de cette histoire mais également de reconnaître les dynamiques collectives et singulières à l'œuvre chez les jeunes pour la construction d'une relation apaisée à l'histoire.

• **Enseignement du « fait colonial »** - Laurence De Cock (historienne)

Peut-on enseigner le « fait colonial » en France, et par exemple, la Guerre d'Algérie ? L'historienne Laurence de Cock reprend le fil des programmes d'histoire à travers les textes officiels, les débats médiatiques mais aussi les archives de la fabrication de ces programmes depuis les années 1980.